

# Des clubs communautaires devenus ordinaires

FOOTBALL

Se regrouper par nationalités ou confessions est une tradition ancienne. De nombreux clubs se forment encore dans les grandes villes et leurs banlieues, mais lorsque la logique sportive entre en jeu, l'entre-soi s'estompe

RÉMI DUPRÉ ET SYLVIA ZAPPI

**S**ur le terrain synthétique éclairé par les grands projecteurs, un petit groupe de joueurs adultes s'échauffe en rigolant. Les bavardages font entendre les frottements chuintants particuliers du tamazight – le berbère. Mis à part ces accents exotiques, rien ne distingue l'équipe du Football club berbère, qui joue après les heures de bureau au stade Bernard-Lama à Villetaneuse (Seine-Saint-Denis) ce vendredi soir d'automne. Leurs maillots jaune et vert, siglés d'un écusson zébré d'un « Z » touareg, sont au lavage avant le match de dimanche.

Le club est né voici quatre ans sous l'impulsion d'Abdenour Ouidir, ingénieur d'études commerciales. C'est lui qui a repéré la petite dizaine de jeunes Kabyles de 20 ans qui jouaient le week-end sur un terrain abandonné. « *J'arrivais d'Algérie pour suivre des études d'informaticien à Jussieu et je n'avais pas de famille ici*, raconte Nadir Kheloui, jeune homme frère de 28 ans. *On se retrouvait pour chausser les crampons. Quand on nous a proposé de monter un club berbère, ça nous a plu. Je m'y sens bien, un peu comme si j'étais durant quelques heures à Tizi Ouzou [à une centaine de kilomètres d'Alger].* »

Yazid Nait Allou, étudiant en géographie à la Sorbonne, a connu le club par l'intermédiaire de son oncle quand il est arrivé du bled. Il y a deux mois à peine. Pour lui, c'est un sas, une respiration. Tout comme pour son coéquipier sans papier, Norbert N'Guessan, arrivé récemment d'Italie. Ce jeune joueur n'est pas kabyle mais togolais. « *Je ne vois pas la différence sur le terrain* », souligne-t-il.

Beaucoup plus au sud, à Sucey-en-Brie, dans le Val-de-Marne, un autre stade. Dans les vestiaires fatigués qui fleurissent les années 1970, avec leurs murs marron et orange, les joueurs du Saint-Maur Lusitanos se changent avant de rejoindre le terrain qui borde la départementale. Le club portugais est un des plus vieux groupes sportifs communautaires d'Île-de-France. Fondé en 1966 par José Lebre, un commerçant qui avait fui la dictature, il était alors un exutoire pour ces ouvriers immigrés qui logeaient dans les bidonvilles de Champligny. Ils ne parlaient pas français, se sentaient exclus et se retrouvaient entre eux pour taper dans le ballon ou jouer aux cartes en se rappelant le pays.

« *J'y suis venu emmené par mon oncle. Mes parents étaient contents car cela me faisait rester dans la communauté. Aujourd'hui, on y est pour rester fidèle à nos vieux mais surtout pour l'ambiance familiale* », raconte Frédéric Da Costa, éboueur de 35 ans, devenu entraîneur adjoint. Ce gros club, monté en CFA – quatrième division –, s'est ouvert à

d'autres nationalités. Mais sur le terrain, ce sont encore les lusophones qui prédominent : Angolais et Capverdiens sont venus renforcer la troupe.

Ces clubs dits communautaires sont légion en région parisienne et autour des métropoles régionales. Depuis une dizaine d'années, ils sont même nombreux à se créer, selon les instances du football, sans que l'on ait de chiffres précis. Certains y viennent par la famille, d'autres par le biais d'amis, d'autres encore à cause de la réputation du club. Pour se retrouver entre adultes de la même origine, du même pays, parfois du même village. On y inscrit ses enfants et on essaie ainsi de leur transmettre ce qu'on pense important de ses racines, de sa culture.

Se regrouper par nationalités pour taper dans le ballon est une vieille habitude liée aux pratiques sportives du mouvement ouvrier, dès l'entre-deux-guerres. « *Cela a coincidé à la fois avec l'arrivée de vagues d'immigrés italiens et polonais et avec l'ouverture du football*, explique Marlon Fontaine, chercheuse à l'université d'Avignon, spécialiste de l'histoire politique du sport. *Avant, le foot était un sport de classe moyenne et bourgeoise. En se transformant en sport populaire, il est devenu aussi un sport de migrants, avec toutes les identités qui traversent les classes populaires* »

Vont ainsi se créer des clubs arméniens, juifs, polonais ou italiens, autant de regroupements par entreprise ou quartier. Ce fut un moyen d'affirmer une identité nationale, mais aussi politique avec des clubs communistes, antifascistes ou catholiques. Les Espagnols, les Portugais puis les Turcs se mettent à monter leurs équipes d'exil. Les Maghrébins le feront aussi mais en moins grand nombre. « *C'est une forme d'entre-soi que reproduisent toutes les communautés migrantes parce qu'elle apparaît comme une forme de protection* », précise M<sup>me</sup> Fontaine.

À la même période, on constate les mêmes phénomènes de regroupements sportifs en Europe, en Allemagne et en Angleterre notamment. Pierre Weiss, chargé de recherches à l'université du Luxembourg, a comparé des équipes d'immigrés turcs vivant en Alsace et au Bade-Wurtemberg et a remarqué la même tendance à la transmission de pratiques sportives d'une génération à l'autre. Les clubs, a-t-il observé, sont organisés autour des réseaux de parenté. « *Pour la plupart des pratiquants adultes, le football est un élément de la relation affective avec leur père respectif. En France, le club peut aussi être un investissement lié à un attachement au quartier. C'est alors plus le reflet de la composition sociale et ethnique du quartier, un effet de la ségrégation urbaine. Dans les deux cas, il devient une protection contre l'extérieur vécu comme discriminant* », souligne le chercheur.



En haut : entraînement du CS Berbère de Villetaneuse, au stade Bernard-Lama. Ci-dessus : l'ancien joueur professionnel Sammy Traoré (au centre) assure l'entraînement du Maccabi Créteil.

Ci-contre : lors du match entre l'équipe 2 du Maccabi Créteil et le Paris Lisbonne Charenton, au parc interdépartemental du Val-de-Marne, le 16 octobre. FAMILLE MILLESANDPOUR « LE MONDE »

De cocon protecteur, le club identitaire peut aussi devenir un étendard, une cause de fierté pour renverser le rapport de force. Au Football club berbère, c'est la défense de la cause kabyle, communauté opprimée en Algérie. Au Lusitanos, c'est la mémoire de la migration et la volonté d'affirmer sa « fibre portugaise ». Pierre Weiss et Marlon Fontaine remarquent chacun cependant que cette recherche de l'entre-soi s'estompe avec les générations qui passent et, surtout, avec la recherche de la performance sportive. Quand ils veulent monter ou recruter de bons joueurs, les clubs s'ouvrent. La logique sportive prend alors le pas.

Le club Juif Maccabi Créteil, créé il y a plus de vingt ans, en est l'illustration parfaite. C'est un collectif qui a d'abord recruté dans la communauté locale, un lieu sportif adapté aux croyances – pas d'entraînement les mercredis quand on va à l'école juive, ni de match les jours de shabbat –, où l'on vient par la famille et où l'encadrement est assuré par les aînés. Au début des années 2010, le club végète tout en bas des divisions amateurs. La direction décide alors de monter une équipe première affiliée à la Fédération française de football (FFF), et plus seulement à la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT).

Elle doit alors recruter au-delà de la communauté. Le Maccabi monte en Division d'honneur régionale (DHR) et s'adjoint les services de Sammy Traoré, ancien défenseur du PSG, comme coach. Greg Ganem, dirigeant du club en est tout fier. Pensez donc, un Franco-Malien

musulman qui entraîne un club juif ! Pour l'ancien joueur pro, le Maccabi est d'abord un club de Créteil, la ville où il a grandi : « *Je connais ce club depuis mon enfance. On a tous été élevés dans la diversité à Créteil, c'est une richesse. Vous savez, il y a plein de clubs communautaires qui ont une identité, et alors ? Sur le terrain, ce sont des équipes comme les autres : onze joueurs avec un ballon au*

**« Avant, le foot était un sport de classe moyenne et bourgeoise. En se transformant en sport populaire, il est devenu aussi un sport de migrants, avec toutes les identités qui traversent les classes populaires »**

MARLON FONTAINE  
spécialiste de l'histoire politique du sport

milieu et un seul but, gagner. » La réaction des équipes rencontrées est partout la même : il n'y a aucune volonté de repli ni de tentative d'exclusion.

Ces clubs sont nombreux à la FSGT et font partie de l'histoire de la Fédération ouvrière fondée par la CGT. « *Retrouver ses racines, c'est un mode de fonctionnement normal. On accueille tout le monde.*



Lors d'un entraînement du CS Berbère Villelaineuse, au stade Bernard-Lama. CAMILLE MUEJER/PHOTO LE MONDE



## A l'Algérienne de Villeurbanne, on rend hommage aux anciens

L'odeur de merguez, familière aux habitués des petits stades de football, emplit l'atmosphère fraîche de ce dimanche 23 octobre. Au barbecue, le secrétaire de l'Association sportive algérienne de Villeurbanne (ASAV), Mohamed Laichaoul, est aux manettes. Derrière la buvette, Samir Bououara, ancien joueur et désormais trésorier, officie avec enthousiasme. Revêtu d'une chasuble jaune fluo, le président, Hakim Benaziza, assure la sécurité. Sur la pelouse du stade Ahmed-Mokrane, les Villeurbannais de promotion d'excellence – l'équivalent de la dixième division – en maillots verts, égalisent dans les dernières minutes face à l'équipe des Berges du Rhône. Il y a treize ans, les Algériens de Villeurbanne réussissaient l'exploit d'être le premier club de niveau district à atteindre les 32<sup>es</sup> de finale de la Coupe de France, tour où les pros entrent en compétition. De quel intriguer les observateurs, qui s'interrogent alors sur ce club à l'appellation communautaire. Journaliste à France 3 Rhône-Alpes, Farid Haroud réalise quelques mois après un documentaire, *La Belle Equipe*, qui raconte l'histoire de la création du club.

président de la Ligue Rhône-Alpes de football et de la Fédération française de football (1985-1993), y détaillait ce point de règlement crucial : « Toutes les communautés étrangères qui venaient d'arriver ne pouvaient pas jouer ensemble. Il y a eu des dérogations pour les clubs, qui devaient alors créer une association étrangère. Les quotas étaient inversés : les joueurs étaient par exemple algériens, sauf deux étrangers qui pouvaient être français ou portugais... Et l'histoire du club devait aussi reprendre l'origine du pays »

### « Traités différemment »

Lors de la création du club, en 1979, les dirigeants passent par la case des renseignements généraux, qui les auditionnent. Pendant quelques années, l'accueil est « folklorique » dans certaines campagnes, où l'on montre parfois une certaine hostilité envers ce « club d'Algériens ». Encore aujourd'hui, alors que le club accueille une quinzaine de nationalités (marocaine, tunisienne, camerounaise, laotienne ou russe...) parmi ses 220 licenciés, une certaine suspicion demeure.

« On se sent plus contrôlés, traités différemment. Nos équipes de jeunes sont moins invitées sur les tournois. En 2003, une réflexion m'avait marquée : un arbitrage du district du Rhône avait dit qu'un jour, on devrait changer de nom », livre le trésorier, Samir Bououara. Au sein de l'équipe première, seuls la moitié des joueurs environ sont d'origine algérienne. Et chez les jeunes, « le mélange est encore plus impressionnant », selon lui. A 26 ans, le milieu de terrain Florian Hulin, originaire d'un autre quartier villeurbannais, est arrivé il y a quatre ans par la bouche-à-oreille. « C'est un club familial, ouvert et respecté, avec de très bons joueurs qui sont passés ici. Le nom est lié à une histoire que l'on compte pour les anciens », détaille le vice-capitalain.

Une réflexion est cependant engagée sur la question du changement de nom, qui serait forcément douloureux tant la mémoire de ce club créé par Ahmed Mokrane tient à cœur aux dirigeants. Peu enthousiaste à l'idée de cette évolution, en forme de rupture avec le passé, Mohamed Laichaoul évoque une autre piste : « Certains pensent que l'on pourrait encourager l'utilisation des initiales ASAV, à l'image du veston de l'Union générale arménienne de Diéanes, que tout le monde désigne par le sigle UGA » ■

ANTHONY HERNANDEZ (VILLEURBANNE, ENVOYÉ SPÉCIAL)

On a des clubs communautaires "régionaux", des Auvergnats, des Bretons », note Dominique Chazal, membre du bureau du comité de Paris. « On s'est enrichis avec les différentes communautés migrantes. Ces clubs ont un peu l'ADN de notre fédération. On voit ainsi toutes les couches de la société », insiste Mourad Macouz, membre du comité directeur.

Ces équipes par origines sont particulièrement nombreuses dans le football à sept et dans certains départements, souligne la fédération. « En Seine-Saint-Denis, elles jouent les unes contre les autres toutes les semaines en match arbitré. C'est un symbole, cela évoque une autre image que ce que veulent faire entendre les politiques à longueur de journée. Cela désigmatise les milieux populaires », note aussi Clément Rémond, président du comité départemental de Seine-Saint-Denis.

Partagées entre le constat que ces clubs existent depuis longtemps et, en même temps, qu'ils sont l'illustration de la présence de la banlieue dans le milieu du ballon rond, les instances de la FFF sont plus réservées et semblent hésiter sur la démarche à suivre. La fédération n'en fait en tout cas pas la promotion, appliquant ainsi scrupuleusement le principe d'une politique indifférente aux particularismes ethniques ou religieux.

Mais les dirigeants de la FFF sont aussi conscients que ces clubs apportent un renouveau au football amateur. « C'est une réalité sociale qui nous dépasse. Si le fait de prendre une licence s'inscrit dans une démarche identitaire fermée, cela

devient très vite, dans les faits, parce que nous sommes dans un ensemble structuré, un facteur d'ouverture à travers les rencontres sportives », affirme Pierre Samsonoff, directeur général adjoint de la FFF, et directeur général de la Ligue du football amateur (LFA), qui assure « [ne vouloir] exclure personne ». La fédération a mis au point un programme éducatif pour porter les messages de tolérance et de respect, fait-il remarquer.

Les crispations identitaires de ces derniers mois dans la société française ont pourtant jeté une drôle de lumière sur ces clubs amateurs. Dans l'ambiance post-attentats tendue, ces équipes ont soudain été regardées avec suspicion. En brandissant avec fierté leurs origines, ces joueurs ne mettaient-ils pas à mal la cohésion républicaine ? Ne pourraient-ils pas être le terreau de revendications plus radicales ?

Thierry Brallard, secrétaire d'Etat chargé des sports, avait fait état, en octobre 2015, d'un rapport du service central du renseignement territorial sur une possible dérive radicale de certaines pratiques de clubs amateurs, évoquant notamment des prières dans les vestiaires. Aucune suite n'a été donnée à ce rapport resté au fond d'un tiroir. Et pour cause, la FFF jure, tout comme la PSGT, qu'aucun incident ni fait de prosélytisme ne lui est remonté. « Nous n'avons jamais reçu de courrier d'un élu se plaignant d'un club dit communautaire », relate M. Samsonoff.

Cela n'a pas empêché la droite francilienne d'enfourcher ce nouveau cheval

de bataille. La présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, a ainsi promis durant sa campagne de faire adopter une charte de laïcité pour lutter contre le prosélytisme religieux dans les vestiaires. Pour le moment, la majorité régionale Les Républicains au conseil régional d'Ile-de-France a seulement voté, en juillet, une délibération sur « la défense des valeurs de la République, du principe de laïcité et (...) la prévention de la radicalisation », qui impose aux ligues sportives de nommer des référents en la matière.

Elle prévoit un vote sur cette fameuse charte, condition sine qua non du versement des subventions aux ligues, au premier trimestre 2017. Les instances du football y sont très réticentes. « On observe avec assez d'inquiétude ce projet de charte, comme si on voulait inciter à une forme de délation. On est certes à un moment difficile pour la France mais il faut rester vigilant quant à nos libertés », défend M. Mazouz, à la PSGT. Même réserve du côté de la FFF, qui a amendé, fin mai, le premier article de ses statuts, interdisant « tout acte de prosélytisme ou manœuvre de propagande ».

« Quand un club s'affilie à notre fédération, il respecte nos statuts et les valeurs du sport. Faire signer un deuxième document spécifique sur la laïcité, ça peut laisser place à une stigmatisation de certaines équipes, et ce n'est pas le moment dans le climat anxieux que nous connaissons », note M. Matthieu Robert, chef de projet à la LFA. Ajoutant : « Les mélanges, c'est ça le foot aujourd'hui » ■